



## Le Qatar, en conflit avec l'Arabie Saoudite, va recevoir des troupes turques

Par [Halil Celik](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2017

[wsws.org](#) 10 juin 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Après qu'une coalition des émirats du Golfe persique dirigée par l'Arabie saoudite a présenté un ultimatum au Qatar, lundi, et a bloqué son économie, le parlement turc a approuvé deux accords militaires avec le Qatar, permettant des déploiements de l'armée turque au Qatar. Les forces turques formeront également la gendarmerie qatarienne.

Dans le cadre d'un accord signé entre Ankara et Doha en 2015, Ankara construit déjà une base militaire au Qatar, où 500 à 600 soldats turcs y seront stationnés. L'installation pourrait accueillir jusqu'à 3000 soldats.

Le projet de loi a été porté au parlement par le parti de la justice et du développement (AKP) en Turquie, juste après que le président turc Recep Tayyip Erdogan ait critiqué les sanctions saoudiennes contre le Qatar. S'exprimant lors d'un dîner du mardi 6 juin, Erdogan a déclaré : « Je veux dire clairement que nous désapprouvons les sanctions contre le Qatar. »

Le projet de loi a été adopté avec 240 voix pour et 98 contre, avec l'appui des députés de l'AKP et du fascisant Nationalist Movement Party (MHP).

Cependant, le parti populaire républicain (CHP) pro-Union européenne (UE) a critiqué le projet de loi pour son « timing ». Le vice-président du groupe parlementaire CHP, Levent Gok, a déclaré que son parti était prêt à soutenir le gouvernement chaque fois que ses politiques profitent aux gens. Il a demandé : « Est-ce que c'était vraiment nécessaire d'élever l'affaire Qatari, du centième au premier rang des priorités ? »

Le gouvernement turc a clairement indiqué qu'il se met du côté du Qatar contre les sanctions diplomatiques et commerciales et la menace d'une intervention militaire de cinq pays arabes : l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Yémen. Ils ont accusé Doha de soutenir le terrorisme et d'avoir une attitude « douce » à l'égard de l'Iran. Les émirats du Golfe avaient déjà rappelé leurs ambassadeurs qui étaient au Qatar en 2014, en raison du soutien de ce pays aux Frères musulmans.

Comme en 2011, quand les forces armées saoudiennes ont envahi le Bahreïn pour intervenir contre des manifestations de masse peu de temps après que les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière en Égypte ont renversé Hosni Mubarak, l'Arabie saoudite pourrait intervenir militairement au Qatar si elle avait un soutien tacite de Washington. La décision turque indique cependant clairement qu'une telle intervention pourrait impliquer l'Arabie saoudite dans une confrontation militaire directe avec la Turquie.

Les relations apparemment bonnes de la Turquie avec l'Arabie saoudite et les autres émirats du Golfe se sont considérablement détériorées depuis que Washington et les puissances européennes ont soutenu un coup militaire en Égypte qui a renversé le président Mohamed Morsi. Morsi est membre des Frères musulmans, soutenue par la Turquie et le Qatar.

Le mouvement saoudien contre le Qatar est une extension de l'agression américaine contre l'Iran, visant à fouetter le petit émirat, qui a des liens économiques avec l'Iran, conformément à la politique de Trump sur le Moyen-Orient. Mardi, Trump a écrit sur Twitter : « C'est tellement bon de voir la visite en Arabie saoudite avec le Roi et 50 pays porter déjà ses fruits. Ils ont dit qu'ils prendraient une ligne dure contre le financement de l'extrémisme, et toutes les références indiquaient le Qatar. Peut-être que ce sera le début de la fin de l'horreur de terrorisme ! »

Au cours de son premier voyage à l'étranger en mai, Trump est allé à Riyad et a donné à l'Arabie saoudite son plein soutien, et a accusé l'Iran de soutenir le terrorisme et ajoutant que les États arabes ne devraient pas laisser les « terroristes trouver un sanctuaire sur leurs sols ».

Suite à l'attaque agressive de l'Arabie saoudite contre le Qatar, le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a appelé son homologue qatari Khalid bin Mohammad Al Attiyah. Mattis a réaffirmé qu'il n'y avait pas eu de changement dans la coopération militaire entre les États-Unis et le Qatar, dont la base aérienne d'Al-Udeid abrite le siège central du commandement central des États-Unis et quelque 10 000 soldats américains. Néanmoins, un conflit a clairement éclaté sur la politique du golfe Persique entre la Turquie et le gouvernement Trump.

Le danger d'une guerre régionale majeure au Moyen-Orient croît rapidement, au milieu des tensions profondes entre Washington et les puissances européennes sur les politiques de Trump, y compris en Iran, l'intervention de l'OTAN en Syrie et le conflit saoudo-qatari. En passant au soutien du Qatar pour contrer l'Arabie saoudite, Ankara s'appuie, au minimum, sur l'assentiment tacite des puissances européennes.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a déjà accusé le président des États-Unis de susciter des conflits au Moyen-Orient et de risquer une « nouvelle spirale de vente d'armes », disant que l'isolement du Qatar « est une politique complètement erronée et certainement pas la politique de l'Allemagne ».

Il semble que la Turquie coordonne sa politique avec le président français nouvellement élu, Emmanuel Macron, qui est un allié proche de Berlin. Macron a appelé le dirigeant du Qatar, Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, le lendemain du jour où l'Arabie Saoudite a émis ses menaces et, selon les informations de la presse, a déclaré que la France avait l'intention de maintenir la stabilité dans le golfe Persique et de parler à toutes les parties impliquées. Macron a également téléphoné à Erdogan le même jour pour discuter de la crise dans le golfe Persique.

Les puissances européennes sont à maintes reprises entrées en conflit avec Washington alors qu'elles cherchent à rétablir les relations commerciales avec l'Iran. La société énergétique française Total veut exploiter l'important champ gazier de South Pars, le plus grand du monde, qui est partagé entre l'Iran et le Qatar.

La Turquie et le Qatar ont également hésité à participer au dernier embargo international imposé par Washington à l'Iran en 2008, que la Turquie a enfreint à plusieurs reprises. Pour le moment au moins, la Turquie et le Qatar s'opposent à des sanctions sévères ou à d'éventuelles mesures militaires contre l'Iran, ce qui aurait au minimum un effet dévastateur sur leurs propres économies.

Mercredi, le même jour que les attaques jumelles ont visé le parlement iranien et le sanctuaire de l'Ayatollah Khomeini à Téhéran, le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, a visité Ankara pour échanger ses vues sur les derniers développements dans la région. « Il y a des développements inquiétants dans la région pour nous. Nous devons avoir un échange étroit d'idées avec la Turquie concernant ces incidents », a déclaré Zarif aux journalistes, avant de rencontrer son homologue turc et Erdoğan.

La garde révolutionnaire iranienne a accusé l'Arabie saoudite et l'administration Trump pour les attentats terroristes, déclarant : « Cette attaque terroriste s'est produite une semaine seulement après la rencontre entre le président américain et les dirigeants arriérés [saoudiens] qui soutiennent les terroristes. Le fait que l'État islamique ait revendiqué sa responsabilité prouve qu'ils ont été impliqués dans cette attaque brutale. »

Le même jour, Reza Nourani, responsable de l'Union nationale des produits agricoles de l'Iran, a déclaré que l'Iran était prêt à fournir au Qatar tous les produits alimentaires dont le pays arabe a besoin. « Compte tenu de l'apparition de tensions dans les relations du Qatar avec les États arabes, il est possible [pour l'Iran] de satisfaire toutes les demandes de produits agricoles du Qatar », a-t-il déclaré.

Selon le journal iranien Tasnim, les négociations entre l'Iran et le Qatar sont en cours et « une décision sur les exportations alimentaires sera finalisée d'ici la semaine prochaine ».

Halil Celik et Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais, WWSWS, le 9 juin 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Halil Celik](http://HalilCelik.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

Articles Par : [Halil Celik](http://HalilCelik.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)